

### **Appel à candidatures**

*Le Centre de Droit public et constitutionnel et des Droits de l'homme de l'Université de Liège engage un chercheur ou une chercheuse à temps partiel pendant l'année académique 2020-21 afin de contribuer à un projet de recherche dans le domaine des droits fondamentaux.*

#### **Description de la fonction :**

- La personne engagée se verra confier des travaux de recherche dans le cadre d'un projet dirigé par le prof. Frédéric Bouhon et intitulé « Droits fondamentaux et risque » (*Human Rights and Risk*). Ce projet de recherche juridique, ouvert sur d'autres disciplines (science politique, économie, sociologie, philosophie,...) part du constat que le concept de risque connaît une importance croissante, ce que la pandémie de covid-19 démontre plus encore actuellement. Il s'agit notamment de se demander comment les droits fondamentaux (spécialement le droit à la vie, mais aussi l'interdiction des traitements inhumains et dégradants ou la protection de la vie privée) obligent les États à anticiper les risques et à y réagir pour protéger les personnes et éviter des dommages. Ce projet a déjà donné lieu à une publication qui peut être consultée ici : <http://hdl.handle.net/2268/237622>
- Les travaux confiés à la personne engagée comprendront notamment des tâches de recherche de la jurisprudence pertinente de la Cour européenne des droits de l'homme et de lecture et d'analyse des arrêts identifiés.
- La personne engagée sera aussi amenée à participer à la réflexion globale que suscite le projet de recherche, à réaliser des travaux de rédaction pour contribuer à des publications et à prendre part à diverses manifestations scientifiques nationales ou internationales (séminaires, colloques, etc.).
- Accessoirement, elle pourra être associée à des enseignements qui entretiennent un lien avec le travail de recherche.

#### **Description de l'offre :**

- Le mandat est rémunéré selon le barème de l'Université de Liège applicable à un chercheur débutant.
- La personne engagée le sera soit pour une période d'un an à quart temps, soit pour une période de six mois à mi-temps. Le choix entre ces deux alternatives se fera en concertation avec la personne engagée. Il sera tenu compte de ses autres projets professionnels ou académiques.
- Le mandat n'est pas renouvelable, mais il peut être le moyen de développer une expérience professionnelle utile, notamment dans le contexte scientifique, où d'autres opportunités pourraient aussi être envisagées.
- La personne engagée aura l'opportunité de travailler au sein du Centre de Droit public et constitutionnel et des Droits de l'homme ; il y intégrera une équipe

rigoureuse, dynamique et chaleureuse, composée de deux professeurs (Christian Behrendt et Frédéric Bouhon) et de huit chercheuses et chercheurs.

- Le mandat offre aussi l'occasion de s'insérer au sein de structures plus large : le Département de Droit, la Faculté de Droit, de Science politique et de Criminologie, l'Unité de Recherche Cité et l'Université de Liège.

### **Profil recherché :**

- La personne engagée doit être titulaire d'un Master en droit ou d'un Master en science politique, au plus tard le 30 septembre 2020.
- La personne engagée a de bonnes connaissances juridiques dans le domaine des droits fondamentaux. Une aisance pour la lecture des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme est un atout.
- Une expérience dans le domaine de la recherche constitue un atout, mais n'est pas un critère décisif.
- Un goût et une capacité pour l'écriture sont indispensables.
- La personne engagée maîtrise le français et l'anglais (au minimum avec aisance pour la lecture). La maîtrise d'autres langues est un atout.
- La personne engagée dispose d'une capacité à travailler en autonomie et à prendre des initiatives. Elle apprécie aussi le travail en équipe.
- La personne dispose d'une bonne capacité à se servir d'outils informatiques et est disposée à se former à des outils informatiques d'analyse textuelle qui pourront être utilisés pour l'étude de la jurisprudence.

Les candidatures doivent être adressées au professeur Frédéric Bouhon ([f.bouhon@uliege.be](mailto:f.bouhon@uliege.be)) avec copie à Madame Mathilde Franssen ([mathilde.franssen@uliege.be](mailto:mathilde.franssen@uliege.be)) au plus tard le 5 juillet 2020. Chaque candidature sera accompagnée d'une lettre de motivation et d'un CV. Les candidats feront notamment état des résultats obtenus au cours de leurs études ainsi que de toute expérience pertinente (formation, publication, stage, emploi, *etc.*).

Les candidats présélectionnés seront conviés à un entretien (vraisemblablement à distance) entre le 6 et le 17 juillet 2020.